



EXTRAIT DE PÉTITION

(Conforme au Règlement)

Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale, signée par 2 205 pétitionnaires.

Désignation : Citoyens et citoyennes du Québec

Les faits invoqués sont les suivants :

CONSIDÉRANT QUE le projet de loi n° 126 résultant d'une entente entre le gouvernement du Québec et les cadres actifs réduit les bénéfices du Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE);

CONSIDÉRANT QUE les cadres retraités n'ont jamais donné leur aval à cette entente;

CONSIDÉRANT QU'une prestation de retraite est une créance prévue dans le contrat de travail et que personne ne peut en dépouiller les bénéficiaires sans leur consentement;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi apporte des modifications importantes à l'indexation des prestations de retraite, diminuant ainsi le pouvoir d'achat des retraités cadres de l'État;

CONSIDÉRANT QUE pendant sa vie active, chacun des cadres retraités a cotisé sa juste part à son fonds de retraite selon les montants déterminés par le gouvernement;

CONSIDÉRANT QUE dans les régimes de retraite à prestations déterminées, l'employeur doit renflouer la caisse de retraite si le fonds est insuffisant pour couvrir les engagements pris envers les retraités;

CONSIDÉRANT QUE le gouvernement du Québec est seul responsable de la gestion du RRPE créé spécifiquement pour ses cadres en 1998;

CONSIDÉRANT QUE ce projet de loi porte atteinte à la sécurité financière des retraités et leurs conjoints survivants;

CONSIDÉRANT QUE la modification rétroactive et unilatérale de l'indexation en vigueur depuis 35 ans est un précédent menaçant tous les travailleurs et retraités du Québec;

Et l'intervention réclamée se résume ainsi :

Nous, soussignés, demandons au gouvernement du Québec de retirer du projet de loi n° 126 les mesures rétroactives, discriminatoires et injustes réduisant la rente des retraités du RRPE et de leur conjoint survivant.

Je certifie que cet extrait est conforme à l'original de la pétition.

Manon Massé

Députée de Sainte-Marie-Saint-Jacques

30/05/2017

Date de signature de l'extrait